

**Cotes extrêmes** : W

**Fonds de la Police et des Renseignements généraux de Nantes, 1940-1946.**

**Description physique** : Métrage linéaire : 30,00 ml

**Origine** : Police de Nantes. Renseignements généraux

*Biographie ou histoire*

L'année 1941 marque pour la police un véritable bouleversement dans son organisation. Une série de lois et décrets (promulgués entre avril et juillet) prévoit l'étatisation des services de police des communes de plus de 10 000 habitants. Cette réforme correspond à une revendication ancienne émanant des policiers eux-mêmes ; ainsi, la police municipale de Nantes entretient-elle des relations conflictuelles avec la municipalité ; la tension est à son paroxysme lorsque, en décembre 1938, un gardien de la paix est suspendu de ses fonctions après avoir rabroué l'adjoint au maire chargé des affaires de police. Le 21 janvier 1942, la loi concernant l'étatisation de la police nantaise est promulguée ; elle sera intégrée à la police régionale d'État le 27 octobre 1942. Un certain nombre de considérations (revendications des agents, position géographique de la ville...) mais aussi, et surtout, l'attentat contre le Feldkommandant Hotz en octobre 1941, font de la police de Nantes la seconde à être étatisée en zone occupée. L'essentiel de cette organisation mise en place par Vichy s'est perpétué sous la quatrième et la cinquième République.

Les lois d'étatisation engendrent une nouvelle structure administrative de la police. "A sa tête figuraient un secrétaire général, une direction générale de la police nationale, plusieurs directions correspondants aux services "actifs" : renseignements généraux (RG), sécurité publique, police judiciaire. Différentes échelles - locales, départementales, régionales et nationales - s'emboîtaient (...). Le personnel fut réparti en deux catégories : les fonctionnaires de la police nationale héritière directe de la sûreté nationale (commissaires et inspecteurs) dont le recrutement par concours et la gestion de carrière relevaient de la direction centrale, les membres de la police régionale d'État (PRE) qui dépendaient du préfet régional (...). Des groupes mobiles de réserve (GMR) constituaient des forces d'intervention ponctuelles"(1). A ces structures s'ajoutent des polices spéciales nées de l'Occupation et du régime de Vichy : en 1941, le ministre de l'Intérieur Pucheu crée le service de police anticommuniste (SPAC), la police aux questions juives (PQJ), le service des sociétés secrètes (SSS, police anti-maçonnique) ; la loi du 30 janvier 1943 met en place la Milice placée sous l'autorité du chef de l'État.

(1) PESCHANSKI (Denis), "Dans la tourmente", dans Berlière (Jean-Marc) et Peschanski (Denis), dir., La police française (1930-1950), entre bouleversements et permanences, Paris, La documentation française, 2000, p. 62-63.

*Informations sur les modalités d'entrée*

Versement

*Présentation du contenu*

Bien que comportant de nombreuses lacunes, les fonds de la police et des Renseignements généraux de Nantes constituent une source importante pour l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

Des documents concernant le fonctionnement des services, la gestion du personnel sont conservés ; par compte, l'étatisation des services a laissé peu de traces. Bon nombre de dossiers nous informent sur les activités courantes de la police : contrôle des marchands ambulants et des nomades, de la détention des armes, des jeux, de la prostitution, maintien de l'ordre lors des manifestations publiques..., enquêtes menées par la police judiciaire, surveillance des étrangers et des mouvements politiques, domaine particulièrement influencé par le contexte.

A ces tâches "habituelles" s'ajoutent un certain nombre de missions liées à la présence allemande, aux mesures prises par le gouvernement de Vichy, aux événements. Ainsi, le fonds de la police se fait-il écho des relations police-occupant : consignes et ordres de la Kommandantur, arrestations sur ordre des autorités allemandes, renseignements fournis aux Allemands... Les mesures prises par le gouvernement de Vichy ont également des conséquences directes sur les activités de la police : pourtant, qu'il s'agisse de l'application des textes contre les juifs et les francs-maçons, des internements administratifs, le fonds est un peu décevant quant au volume de documents. Seul le travail des Français en Allemagne, Relève et Service du travail obligatoire, a laissé des archives conséquentes. Lors des bombardements de 1943-1944, le travail de la police a redoublé : il a fallu organiser les secours, lister les victimes, évacuer, reloger..., tâches relativement bien représentées dans le fonds.

On trouvera dans le petit fonds des Renseignements généraux (4 mètres linéaires) de nombreux dossiers individuels et collectifs issus de la surveillance des personnes et des mouvements notamment de collaboration, de résistance, de jeunes.

#### *Mode de classement*

POLICE DE NANTES

Mains courantes et registres

Administration générale

Gestion du personnel

Police administrative

Sûreté générale

Police judiciaire

Activités liées aux événements de guerre

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE NANTES

Surveillance des individus Surveillance des mouvements de collaboration

Surveillance des mouvements de jeunes et de loisirs

Surveillance des mouvements de Résistance

Libération

#### *Conditions d'utilisation*

Reproduction libre sauf impossibilité matérielle

#### *Références*

Répertoire numérique :

Archives départementales de la Loire-Atlantique, Archives de la Seconde Guerre mondiale, tome 3, Services de l'Etat et organismes de temps de guerre (1940-1946), Nantes, 2003.

(Instrument de recherche visé par la Direction des Archives de France)

#### *Liens*

- [Cliquer sur ce lien pour consulter ce document](#)

#### *Sources complémentaires*

##### *Sources internes*

- Versements de la Direction départementale des polices urbaines : série M Fichier anthropométrique, 1920-1950 (dossiers individuels de suspects ouverts entre 1926 et 1938 et pouvant contenir des documents postérieurs, les dossiers étant alimentés à chaque nouvelle affaire).

- Versement de la police de Saint-Nazaire, 1940-1946 (1310 W).

- Fonds du cabinet du préfet, 1940-1946 (série W).

#### *Bibliographie*

Bibliographie sommaire :

BARUCH (Marc-Olivier), Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944, Paris, Fayard, 1997.

BERLIERE (Jean-Marc), Le monde des polices en France, XIXe-XXe siècles, Paris, éditions Complexe, 1996.

BERLIERE (Jean-Marc), CHABRUN (Laurent), Les policiers français sous l'Occupation d'après les archives inédites de l'Épuration, Paris, Perrin, 2001.

BERLIERE (Jean-Marc) et PESCHANSKI (Denis), dir., La police française (1930-1950), entre bouleversements et permanences, Paris, La documentation française, 2000.

COUDREC (Frédéric), Les RG sous l'Occupation. Quant la police française traquait les résistants, Paris, O. Orban, 1992.

HAUDEBOURG (Guy), LIAIGRE (Franck), "La Résistance communiste en Loire-Inférieure (juin 1940-juin 1944)", dans Bougeard (Christian), dir., Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale. Acte du colloque international (15-17 novembre 20001), Brest, CRBC, 2002.

LAMBERT (Annie), TOCZE (Claude), Être juif à Nantes sous Vichy, Nantes, Siloë, 1994.

LIAIGRE (Franck), "L'étatisation et les réformes de 1941-1942, Nantes", dans Berlière (Jean-Marc) et Peschanski (Denis), dir., La police française (1930-1950), entre bouleversements et permanences, Paris, La documentation française, 2000.

PCF et Résistance. Mémoire et histoire en Loire-Inférieure. Rencontre nationale d'histoire, Cité des congrès, Nantes, 3 décembre 1999. Nantes, collection Fédération de Loire-Atlantique du Parti communiste français, 1999.  
PESCHANSKI (Denis), Vichy 1940-1944, Contrôle et exclusion, Bruxelles, éditions Complexe, 1997.  
RAJSFUS (Maurice), La police de Vichy, les forces de l'ordre françaises au service de la Gestapo 1940-1944, Paris, Le Cherche-Midi, 1995.